

ARRÊTÉ N° AG 78-2024

PORTANT AUTORISATION À TITRE EXCEPTIONNEL D'OUVERTURE D'UN DÉBIT DE BOISSONS TEMPORAIRE LORS D'UNE MANIFESTATION SPORTIVE « RASSEMBLEMENT REGIONAL DE JEUNES SAPEUR-POMPIERS » - STADE LEON LAURENT SAMEDI 25 MAI 2024

Le Maire d'AVALLON,

Vu le Code Général des Collectivités territoriales.

Vu le Code de la Santé Publique, notamment les articles L331-1 à L3335-11 relatifs aux débits de boissons et R.3511-1 à R3512-2 relatifs à la lutte contre le tabagisme,

Vu le Code de l'Environnement et notamment les articles L 571-1 et suivants, relatifs à la lutte contre le bruit.

Vu la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique,

Vu l'arrêté préfectoral du 7 mars 2017, N° PREF/CAB/2017/0140 portant réglementation des débits de boissons dans le département de l'Yonne,

Vu l'arrêté préfectoral du 12 mars 2020, N°PREF/CAB/2020-0212 déterminant l'étendue des zones de protection autour de certains établissements pour l'implantation de débits de boissons dans le département de l'Yonne,

Vu les instructions préfectorales en date du 6 février 2020 sur l'évolution de la réglementation des débits de boissons, Vu la demande formulée par Monsieur LANIER Arnaud, président de l'association « ASSPA » sise Centre de Secours route de Champien 89200 AVALLON.

Considérant que rien ne s'oppose à la délivrance de l'autorisation demandée,

ARRÊTE

Article 1:

Le requérant est autorisé à vendre et / ou distribuer des boissons de catégorie I et III (*) à l'occasion du « Rassemblement Régional de Jeunes Sapeur-Pompiers » qu'il organise au stade Léon Laurent le samedi 25 mai 2024.

Article 2:

Le nombre d'autorisations est limité à 10 par an. L'association peut donc encore disposer de 9 demandes.

Article 3:

Toute la réglementation concernant les débits de boissons doit être respectée et en particulier l'interdiction de vente ou de distribuer de l'alcool aux mineurs de moins de seize ans. À partir de 16 ans, les mineurs doivent être accompagnés d'une personne majeure.

Article 4:

Madame le Maire d'Avallon et tout agent de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié dans les formes légales, affiché aux endroits habituels, et transmis aux intéressés.

Article 5:

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Dijon dans un délai de deux mois après sa publication. Il peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <u>www.telerecours.fr.</u>

Acte certifié exécutoire Non soumis au contrôle de légalité Publié le

TONNE *

AVALLON, le 21 mars 2024 Pour le Maire.

0 1 M

Jamilah HABSAOUI